

ABDELKRIM ABADA, COORDINATEUR DU MOUVEMENT DE REDRESSEMENT:

«Le FLN n'appartient pas à Bouteflika»

**Le coordinateur des redresseurs du FLN a bien fini par lâcher le morceau. Parlant de la relation du président d'honneur du parti avec le secrétaire général du parti qu'il a lui-même intronisé, il a affirmé que le «FLN n'appartient pas à Abdelaziz Bouteflika» mais qu'il est la «propriété de ses militants».**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Abdelkrim Abada, qui intervenait, hier mercredi dans le forum du quotidien *El Wassat*, a néanmoins soutenu que depuis son intronisation comme tel lors du 8<sup>e</sup> congrès rassembleur, «Bouteflika ne s'est jamais impliqué», il aurait même «récusé» ce poste honorifique.

Mais quid de la position de ce président d'honneur que d'aucuns estiment appuyer le secrétaire général du parti ? Pour Abada, cette position de Bouteflika a «deux lectures : soit qu'il est mal informé par le cercle qui gère et impose Amar Saâdani soit alors il est consentant». Et dans ce dernier cas de figure, le coordinateur des redresseurs du FLN s'adresse à Bouteflika : «vous vous trompez M. Bouteflika. Le FLN n'appartient pas à Boueflika il est la propriété de ses militants»

Pour ce qui est du 10<sup>e</sup> congrès tant controversé, et au cas où la justice ne leur donnerait pas gain de cause dans leur recours portant remise en cause du quitus de l'administration, ce n'est pas pour autant la fin du monde quoique il avoue son «espoir à ce qu'elle nous donne raison».

Un congrès que Abada qualifiera de «carnaval» et de «cirque Amar». «On ne prépare pas un congrès en quelques semaines. Même du temps du parti unique, on prenait jusqu'à une année pour préparer un rendez-vous du genre. Le FLN est un grand parti qui a un contrat social, pas une association religieuse ou caritative», ironisera-

t-il. Et de poursuivre en estimant que ce congrès est préparé dans des conditions inédites, avec presque tous les mouhafedhs et les chefs de kamas «désignés» alors que les statuts du parti stipulent que ces responsables soient «élus». Encore, estimera-t-il,

que ces nouveaux responsables désignés sont pour leur majorité des «illettrés» citant en exemple le cas d'Alger. Un procédé obéissant à la logique de «allégeance et de la chkara».

Abada ne manquera pas de rappeler que pour le même motif, le 8<sup>e</sup> congrès sous l'ère de Ali Benflis a été annulé car 8 mouhafedhs seulement étaient transitoires». Et de s'interroger : «Pourquoi cette restructuration la veille de ce congrès préfabriqué, sur mesure ? Les conditions règlementaires et objectives ne sont pas réunies. Le comité central est le

seul responsable de l'organisation du congrès. Pourquoi donner le quitus pour une partie alors que la division dans ses rangs est flagrante ?»

Soutenant que le parti traverse une crise multidimensionnelle : d'identité, de confiance, de représentation d'organisation et structurelle, Abada démentira Saâdani quant à sa prétention de rajeunir les rangs du parti. «C'est juste une manœuvre de plus car au sein du parti, les jeunes et les intellectuels des deux sexes ont eu de tout temps une place de choix au sein du parti.»

M. K.



Photo : DR

Abdelkrim Abada.

LA JUSTICE SE REFUSE À TRANCHER DANS L'AFFAIRE DU 10<sup>e</sup> CONGRÈS

La grande confusion !

**Pour la deuxième fois en une semaine, la chambre administrative «se refuse» à trancher dans l'affaire du Front de libération nationale, opposant le secrétaire général, Amar Saâdani, et ses contestataires. Hier mercredi, elle a renvoyé les deux parties dos à dos et reporté son verdict au 27 mai prochain, compliquant, par-tant, davantage la situation.**

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Pour cause, le 27 mai prochain coïncidera avec la veille même de la tenue du 10<sup>e</sup> congrès du parti, objet du litige entre les deux parties. Or, Amar Saâdani a déjà «finalisé» les préparatifs en vue de ce congrès avec, notamment, la location de la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf, plusieurs hôtels et toute la logistique nécessaire pour accueillir plus de 5 000 délégués déjà choisis. Pourquoi alors les juges de la chambre administrative n'ont-ils pas tranchés l'affaire dans un sens ou un autre, préférant se prononcer la veille même de la date retenue par la direction ?

Selon une source très bien informée, c'est simple :

«Si les juges ne se sont pas prononcés, c'est parce qu'ils n'ont pas été appelés à le faire ! Et en l'occurrence, dans ce genre d'affaire, ils attendent un ordre du ministre de la Justice en personne. Comme cela avait été le cas en 2003, et même en août 2013.»

Il est en effet de notoriété publique que, depuis août 2013, beaucoup de choses ont changé et, en l'occurrence, le courant ne passe plus entre Amar Saâdani et Tayeb Louh.

Hier dans l'après-midi, la confusion en tout cas était totale. Au sein de la direction du parti et même dans certains rouages de l'Etat. Parti majoritaire, le FLN, également présidé par... Abdelaziz Bouteflika, reçoit, là, un sacré coup ! Ne serait-ce que pour son image. Voulant faire les choses en grand, Saâdani a invité, en plus des cinq mille délégués, une centaine d'invités étrangers, et pas des moindres.

Outre toute la classe politique tunisienne, le secrétaire général de l'Internationale socialiste, la veuve de Nelson Mandela, le représentant du PS et de l'UMP français, tous les partis au pouvoir en Europe, le Parti communiste chinois, et bien d'autres personnalités étrangères. En plus de tout le corps diplomatique accrédité à Alger. Sans parler des invités nationaux. «C'est

une situation des plus confuses», résume une source au parti. «Et si jamais tout ce beau monde venait pour s'entendre dire que le congrès était finalement annulé ?» Pendant ce temps, «Amar Saâdani a programmé, pour la même journée de mercredi, dans l'après-midi, une session du comité central, avec trois points à l'ordre du jour : l'adoption des résolutions du congrès, les préparatifs liés au congrès et, surtout, un point organique». Ce dernier point est tout simplement destiné à actionner la commission de discipline pour exclure les neuf membres mis sur la liste noire de Amar Saâdani. Et quels membres : Abderrahmane Belayat, Amar Tou, Rachid Harraoubia, Abdelaziz Ziari, Boualem Djaâfar, Daâdoua Ayachi... «Quand, en plus, on y ajoute la division qui frappe le groupe parlementaire du parti à l'Assemblée, la boucle est bouclée ! Le parti est en crise. Sans une intervention d'en haut, la crise peut même dégénérer et, au mieux, s'inscrire dans la durée.»

Les tout prochains jours seront certainement riches en «rebondissements» car, il ne faut jamais oublier qu'il s'agit du parti de la majorité, donc celui sans qui le gouvernement ne pourra même plus travailler...

K. A.

PROCÈS DE L'AFFAIRE KHALIFA

Place aux 300 témoins

**La dernière journée avant le passage à l'audition des témoins dans l'affaire Khalifa s'est achevée, hier, avec la comparution à la barre de prévenus poursuivis pour abus de confiance et préjudice porté à Khalifa Bank. Entre autres accusés, la fille de l'ex-P-dg d'Air Algérie, feu Tayeb Benouis.**

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

Benouis Lynda, ex-directrice du service des cartes de crédit à Khalifa Bank, a comparu, hier, devant le juge, au tribunal criminel près la cour de Blida. La fille de l'ex-P-dg d'Air Algérie, le défunt Tayeb Benouis, est poursuivie pour abus de confiance et préjudice porté à Khalifa Bank. Il s'agit d'un prêt de 900 millions de centimes qu'elle a contracté auprès de Khalifa Bank et qu'elle est soupçonnée de n'avoir jamais remboursé. Elle commence par expliquer au juge Antar Menouar qu'elle a bénéficié de ce crédit bancaire après avoir formulé la demande à Moumène Khalifa et obtenu son accord verbal.

La somme a été transférée sur son compte bancaire personnel pour, explique-t-elle, l'achat d'un appartement F6 à Alger-Centre, au boulevard Mohammed V.

«Ma mère était souffrante d'une cardiopathie et on habitait un appartement au 6<sup>e</sup> étage. Notre voisin du rez-de-chaussée avait en même temps mis son appartement en vente mais il était pressé d'encaisser la somme. J'ai parlé à Moumène du caractère urgent de l'affaire et il a daigné me venir en aide», raconte-t-elle. Mais le juge veut savoir si elle a remboursé le crédit, elle affirme l'avoir fait en trois tranches, chacune d'un montant de 300 millions de centimes.

Antar Menouar lui rappelle les propos qu'elle a tenus devant le juge d'instruction, et selon lesquels elle a remis les 900 millions de centimes en main propre à Moumène Khalifa. Ce dernier était en fuite à l'étranger pendant cette période. Lynda Benouis nie. Le juge revient à la charge et indique que l'ex-ministre des Finances Mohamed Djellab, qui, pour rappel, comparaîtra ce dimanche à la barre en qualité de témoin, avait découvert du temps où il était administrateur de Khalifa Bank, que les 900 millions ont été transférés pour l'achat d'une villa.

Antar Menouar ajoute aussi que le liquidateur n'a trouvé aucune trace du remboursement de la somme et lui demande de prouver le contraire. Lynda Benouis avance comme preuve une lettre de remerciements qu'elle a adressée à Moumène Khalifa, après avoir restitué l'argent. Le juge lui signifie que cela ne représente pas une preuve tangible et interroge Moumène Khalifa, présent au box des prévenus, sur l'existence de cette lettre. Il se met debout et affirme au juge ne pas avoir le souvenir d'une telle correspondance.

Lynda Benouis, visiblement gênée, reste confuse devant le juge. Plusieurs autres accusés sont passés à la barre, toujours d'ex-fonctionnaires des filiales Khalifa pour ne pas avoir restitué des outils de service. C'est à l'exemple de Jean-Bernard Vialain, ex-directeur d'exploitation à Khalifa Airways, poursuivi pour ne pas avoir rendu à temps un micro-ordinateur de service, ou encore le beau-frère de Badreddine Chachoua, l'ex-directeur technique chargé de la communication au groupe Khalifa, pour avoir mis en son nom une voiture de service de Khalifa Bank.

Enfin, il est à signaler que l'audition des prévenus détenus s'est achevée avec cette quatorzième journée du procès Khalifa. Aujourd'hui, débute le cycle d'auditions des 300 témoins attendus à la barre du tribunal criminel près la cour de Blida.

M. M.

TRIBUNAL DE BOUMERDÈS

Le dossier Oultache rouvert par la justice

**Le procès, en cassation, de Oultache et consorts s'est ouvert, hier, au tribunal de la cour de Boumerdès. Pour rappel, la Cour suprême a, par décision rendue le 2 octobre 2014, accepté le recours (2<sup>e</sup>) introduit par les accusés. La même cour a donc renvoyé les accusés devant le tribunal correctionnel dépendant de la cour de Boumerdès.**

A l'ouverture de la séance, le président du tribunal a commencé par rappeler le dernier verdict prononcé par le tribunal d'Alger Sidi-M'hamed contre Oultache et consorts.

Pour rappel, Oultache, le principal accusé dans ce dossier, a été condamné à 7 ans de prison ferme. Il est accusé entre autre de détournement de biens publics, de dilapidation de biens publics, de signature de marchés publics non conformes à la réglementation en vigueur, falsification de documents, conflit d'intérêts non signalé et d'autres délits mineurs. Oultache a été le premier accusé à passer devant la barre. La première affaire abordée est le marché 139/2007 passé avec l'entreprise ABM. Le contrat concernait la fourniture de 10.300 onduleurs et des cartouches d'encre pour une valeur de 515 MDA (plus de 51 milliards de centimes). Pour Oultache ce marché n'est qu'une action d'un vaste programme de la modernisation de la Sûreté nationale. «Ce programme a commencé par l'introduction d'une unité aéroportée de la police», dira-t-il.

Cette modernisation est conçue et suivie par une commission technique dont il affirme qu'il en est le président. Or, le président exhibera plus tard une décision N°3109 établie le 22 mai 2007 par la DGSN et signée par le DG feu Ali Tounsi nommant Yahiaoui Abdelmadjid à la tête de cette instance. «Je ne suis pas au courant de cette décision qui a été établie par le DAG.» Et d'insis-

ter plus tard en réponse à un avocat : «C'est moi que le DGSN a chargé de piloter le projet de modernisation de la police.» Et d'insister sur sa fonction. «La Sûreté nationale a signé des contrats de centaines de millions de dollars ou en euros et c'est toujours moi qui présidait la commission technique.»

Le président de la séance revient à la charge et fait la lecture d'une note de la tutelle ( DGSN) clarifiant les prérogatives de cette fameuse commission. Le président aborde ensuite sur le marché de fourniture d'onduleur, passé avec la firme ABM : «Comment se fait-il qu'une société qui a présenté une offre moins disante de plusieurs milliards a été écartée ?» «L'appel d'offres s'adressait aux seuls producteurs», justifiera Oultache.

Sur le conflit d'intérêt dont il est accusé, vu que Sator, qui était vice-président de l'entreprise ABM avec laquelle la DGSN a signé un marché de fourniture et qu'il avait un lien de parenté avec ce dernier, Oultache clame qu'il n'était pas au courant que son parent travaillait au sein de la société en question. Or, le président lui rappelle que le cadre supérieur de ABM ( Sator) avait animé plusieurs conférences au sein de la DGSN au titre de responsable de la firme incriminée.

Le procureur l'a également interrogé sur la passation d'un marché de gré à gré et ce, en violation du code des marchés publics. A un moment de son interrogatoire par le président, Oultache excédé s'excla-

ma : «la police judiciaire a mis une année pour monter un dossier contre moi pour que je sois condamné à mort dans un autre dossier, de même que cette police judiciaire voulait mettre à l'écart des cadres qui leur posent des problèmes.». Lorsqu'il évoque «un autre dossier», le prévenu fait allusion à l'assassinat de Ali Tounsi, anciennement directeur général (DG) de la Sûreté nationale. L'accusé a choisi de nier tous les griefs qui lui sont reprochés.

Le second accusé appelé à la barre est Yahiaoui Abdelmadjid, officier supérieur de police et ingénieur d'Etat en électronique. Il est accusé de passation illégale de marchés publics, de détournement de biens publics, d'abus d'autorité, d'attribution de privilèges non mérités. Il comparaisait libre mais il avait écopé, au procès en appel auprès du tribunal d'Alger, de 5 ans de prison ferme.

Bien entendu la première question du président concernait la présidence de cette fameuse commission de la modernisation de la DGSN. «Comment se fait-il que vous êtes le président légal de la commission technique de modernisation de la DGSN et que c'est Oultache Choaiïb qui la dirige.» «La note ne m'a été ni remise ni notifiée. Je suis un simple membre de cette commission comme les autres membres.» «À quel titre vous signez le PV des réunions ?», questionna le président. «Comme simple membre.» Il y a lieu de signaler la défection de la sono de la salle d'audience compliquant la tâche aux journalistes. Par ailleurs, la séance a été suspendue vers 13 heures.

Elle se poursuivra dans l'après-midi et risque de durer toute la nuit.

Abachi L.